

POURQUOI?

Mesure phare du président Macron, le dédoublement des classes de CP et de CE1 en réseaux d'éducation prioritaire demande un changement de méthode pédagogique.

POUR QUI?

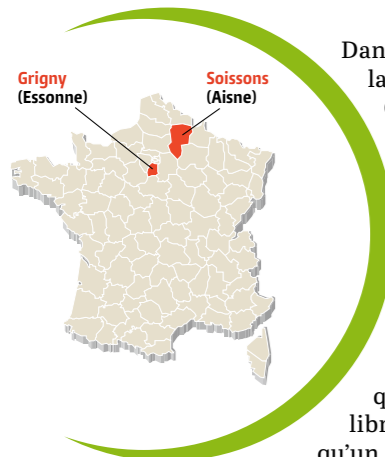
A Soissons et Grigny, les enseignants placent beaucoup d'espoir dans cette démarche. Les collectivités doivent suivre le pas, en fournissant notamment du mobilier adéquat.

COMMENT?

Tenues par des marchés publics peu flexibles et des contraintes financières importantes, les collectivités peinent à coller aux besoins des enseignants.

Education

Classes dédoublées: une réussite qui coûte cher



Dans le couloir qui dessert la classe de CP, Mattéo et Christivie jouent à la marchande en chuchotant. Plus loin, dans le coin «écoute», assis sur un tabouret haut, Doris travaille la lecture à haute voix, seul face à un dictaphone. Dans la salle de classe, un élève s'applique à l'écriture de quelques phrases, en équilibre sur un ballon, tandis qu'un autre fait des additions dans le coin des mathématiques.

Pendant ce temps, un petit groupe œuvre dans le calme à la production d'écrits avec l'enseignante Valérie Olivier. Bienvenue dans l'une des 2200 classes de CP dont les effectifs ont été divisés par deux en 2017. Avec ses murs en brique rouge, ses classes lumineuses et gaies, sa grande cour fleurie, l'école du Tour-de-Ville, à Soissons (28500 hab., Aisne), fait l'effet d'une carte postale. Ses élèves cumulent pourtant difficultés sociales et scolaires: 80% d'entre eux habitent le quartier de Chevreux, l'un des dix plus pauvres de France.

POUFS, BALLONS, TABOURETS ERGONOMIQUES

Située en réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP+), l'école a bénéficié de huit classes dédoublées en deux ans. Selon son directeur, Philippe Culem, les

résultats sont encourageants: «Jusqu'à présent, nous avons des élèves qui entraînent en CE2 sans savoir lire. Cette année, tous les effectifs de CE1 savent déchiffrer et la majorité possèdent une bonne compréhension», se réjouit-il. «Certes, les résultats sont toujours en deçà de ceux des élèves qui ne sont pas en REP, mais l'écart s'est réduit», complète Justine Bomy, une autre enseignante de CP. Le département de l'Aisne, qui comptait 17,2% de jeunes en difficulté de lecture en 2018 (*), bénéficie du soutien de l'équipe de chercheurs du linguiste Alain Bentolila, qui suit et forme les professeurs de l'académie d'Amiens et mesure les résultats obtenus grâce aux effectifs réduits.

Surtout, le dédoublement des classes facilite l'adoption de pédagogies innovantes, comme la classe flexible. «Elle permet de créer des espaces de travail qui répondent aux besoins du moment», détaille

Chat échaudé...

A Saint-Denis (111 400 hab.), toutes les écoles sont concernées par le dédoublement, soit 114 classes. «Un vrai casse-tête», avoue Jan Sliwa, directeur général adjoint (DGA), chargé de l'enfance et de l'éducation. Le maire, pragmatique, décide alors de ne pas engager de travaux. «A chaque nouveau ministre, tout change!» rétorque le DGA. Dans la moitié des cas, lorsque des locaux étaient disponibles, le dédoublement a pu se faire. Sinon, les professeurs interviennent à deux par classe. «La pression démographique est telle qu'un nouveau groupe scolaire sort de terre tous les dix-huit mois. Nous ne pouvons être sur tous les fronts», justifie Jan Sliwa.



1



2



3



4 5



1. A Soissons, l'équipement de la classe flexible de Valérie Olivier et de Justine Bomy est adapté aux différentes activités.
2. Durant une vingtaine de minutes, les élèves choisissent un livre et s'installent où ils veulent pour la «lecture plaisir».
3. «Dans nos classes, le climat est serein. Les élèves s'entraident», insiste Justine Bomy, qui a regroupé ses élèves dans la cour.
4. Dans l'espace «mise en voix», les écoliers sont encouragés à lire ou à réciter sur une estrade, devant leurs camarades.
5. Les meubles se replient en fonction des activités. Une place a ainsi été faite ici pour regarder une émission sur le tableau interactif.
REPORTAGE PHOTOS À SOISSONS: A. WEBER/HANS LUCAS POUR «LA GAZETTE»

Justine Bomy. Depuis le mois de mai, les deux enseignantes bénéficient d'un prêt de tables modulaires et de sièges à roulettes de la part d'une entreprise. Poufs, ballons, tabourets ergonomiques, chaises au sol... C'est à l'élève de choisir l'assise la plus adaptée. «Cela augmente son plaisir et son implication, et mobilise son attention lors des apprentissages», confirme Valérie Olivier.

TRAVAIL EN COINS, EN ÎLOTS

Le choix du mobilier est le fruit d'une réflexion mûrie tout au long de l'année, mais n'a pas été fourni par la mairie, contrainte par un marché en cours. «Ce projet, on ne l'avait pas en tête en septembre 2017. Les besoins sont apparus au fur et à mesure que l'on a fait évoluer nos pratiques», insiste Valérie Olivier. Un peu plus loin, la classe de CE1 de Carole Zmijewski

est, elle, entièrement dotée de mobilier flexible que la mairie a cette fois pu acheter pour la rentrée 2018. Les tables à roulettes sont repliées au fond de la classe. Sur le pupitre d'art visuel, lui aussi sur roulettes, quelques œuvres restent en attente. Deux élèves vont soudain chercher sous la fenêtre un très long tableau qu'elles font rouler jusqu'au centre de la pièce. De part et d'autre, les fillettes posent des opérations à trou et s'interrogent mutuellement. «La classe flexible facilite le travail en coins, en îlots, en interdisciplinarité, comme on le fait en maternelle. Il développe l'autonomie de l'élève qui va chercher lui-même son matériel, à disposition dans le buffet à roulettes. On ne fait plus de cours magistral, mais on suit le rythme de chaque enfant», expose l'enseignante.

A Soissons, seules trois écoles sur douze étaient concernées par la mesure. Quinze classes ont ○●●

●○○ dû être dédoublées, au prix de travaux importants pour la ville, à hauteur de 310 000 euros auxquels s'ajoutent 25 000 euros de mobilier et 49 000 euros d'achats de tableaux interactifs. À l'école du Tour-de-Ville, d'autres professeurs aimeraient se mettre à la classe flexible, surtout en CE2, pour assurer une continuité aux élèves. La municipalité se dit prête à accompagner cette révolution pédagogique, mais pas n'importe comment. « Nous sommes conscients que la verticalité doit être abandonnée, abonde Marie-Françoise Parisot, adjointe au maire de Soissons, chargée de l'éducation, mais nous avancerons progressivement. Nous avons besoin d'un retour sur les résultats de tels investissements », souligne-t-elle, d'autant que les parents d'élèves des autres écoles jalourent ces effectifs allégés.

AUTONOMIE ET CONCENTRATION

Dans la commune de Grigny (lire ci-contre), où 90% de la population vit en quartier prioritaire, la mesure fait l'unanimité et constitue même une pièce maîtresse de la future « cité éducative » avec 35 nouvelles classes créées en CP et CE1 ces deux dernières années. « Un effort sans précédent ! » s'exclame Nicolas Hauquin, directeur de l'école élémentaire du Béliet, située au cœur de la Grande Borne. Dans ce quartier prioritaire, la rénovation urbaine est à l'œuvre depuis des années. « On y a mis des centaines de millions d'euros, mais il manque des professeurs, des éducateurs... Malgré la beauté des lieux, la misère et la délinquance sont toujours là. Depuis deux ans, l'Etat apporte enfin des moyens humains ! »

Les professeurs des classes dédoublées de Grigny ont aussi reçu une formation intensive et profitent d'un suivi par des conseillers pédagogiques qui porte ses fruits. En cette fin d'année scolaire, dans la classe d'Ange Wohrel, enseignante de CP, les enfants se déplacent librement dans le calme entre chaque activité, tandis qu'elle prodigue des petits mots d'encouragement à chacun d'eux. Autonomie et concentration sont au rendez-vous. « C'est un cadre rassurant et sécurisant qui aide les petits parleurs à s'ouvrir davantage que dans une classe à 28 », témoigne-t-elle. Quant aux résultats, le directeur de l'école se veut prudent : « Une cohorte peut les influencer. Il faut que le dispositif s'inscrive dans la durée pour en mesurer les effets à moyen

Premiers résultats modestes

En janvier 2019, le service statistique du ministère de l'Éducation nationale indiquait une baisse de la proportion d'élèves en très grande difficulté de seulement 7,8% en français et de 12,5% en mathématiques – soit 2 000 élèves de CP de moins en très grande difficulté en français et 3 000 de moins en mathématiques.

Grigny (Essonne) 29 000 hab.

Système D pour le mobilier



Le regroupement en petits espaces de travail est privilégié à Grigny.

Depuis l'entrée en vigueur du dédoublement des classes, la ville de Grigny, dont la situation financière est fragile, a dû créer dix nouvelles classes de CP et 25 nouvelles classes de CE1. Les travaux lui sont revenus à 155 000 euros et l'achat de mobilier à 45 000 euros. « En matière de locaux, cela a parfois été compliqué, mais nous sommes parvenus à résoudre toutes les difficultés », rapporte Sébastien Nolesini, directeur général adjoint (DGA) chargé de la citoyenneté et de l'éducation.

Tous les professeurs de Grigny concernés ont suivi un stage de formation intensif aux nouvelles méthodes pédagogiques. Le travail en îlot y est encouragé, qui privilégie le regroupement en petits espaces de travail autonomes plutôt que les tables en rang d'oignons face à l'enseignant. En revanche, à l'école élémentaire du Béliet, pas de tableaux interactifs ni de mobilier spécifique aux classes flexibles, comme à Soissons, hormis quelques ballons d'assise. « Nous avons fait avec les moyens du bord, en récupérant des meubles », confirme Nicolas Hauquin, le directeur.

Contact

Sébastien Nolesini, DGA, 01.69.02.45.91.

terme. Dans tous les cas, j'y crois, surtout s'il est étendu aux grandes sections de maternelle.» « Pourvu que ça dure ! » espère de son côté Philippe Culem, à Soissons, qui place lui aussi beaucoup d'espoir dans cette extension à la maternelle. Une équation qui reste encore à résoudre du point de vue des locaux. ● Michèle Foin

(*) Source : ministère des Armées, données issues de la Journée défense et citoyenneté 2018.